



INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE

Depuis le début 2019, une intensification des attaques des groupes armés dans les villages du nord-est du Burkina Faso a provoqué une détérioration des conditions sécuritaires et une dégradation du tissu économique et des moyens de subsistance des populations vivant dans la zone¹. En résulte une augmentation rapide du nombre de personnes déplacées internes (PDI) dans le pays. Ainsi, on dénombrait environ **147 699 PDI au Burkina Faso** en mars 2021².

Ce phénomène a eu pour conséquence une hausse démographique importante dans plusieurs villes des régions considérées comme en crise humanitaire du Burkina Faso, y compris dans des zones où les conditions sécuritaires sont extrêmement volatiles. Ces installations sont très variées : sites spontanés et sites aménagés (regroupés sous l'appellation de sites d'accueil temporaires (SAT)), ou encore intégration au tissu urbain au sein des communautés non déplacées. De plus, les communautés déplacées s'installent souvent dans des secteurs caractérisés par des conditions socioéconomiques très précaires, et s'implantent sans autorisation ou propriété sur les terres³. **En résulte une importante pression sur les conditions de logement et d'accès à la terre dans les zones d'accueil.**

REACH a réalisé entre le 21 avril et le 3 mai 2021 des **collectes de données** auprès d'informateurs clés (IC) concernant trois centres urbains d'accueil de PDI situés dans des zones accessibles du Centre-Nord, à savoir Boussouma, Tougouri et Yalgo. L'objectif était de renseigner la stratégie du cluster abri et du sous cluster LTB, en matière de conditions de logement, d'accès aux AME et de LTB.

Les données indicatives obtenues sont rapportées au niveau du centre urbain. Cette fiche d'information présente les résultats obtenus au niveau de la **ville de Boussouma** où quinze entretiens avec des informateurs clés ont été réalisés. Ces résultats sont présentés **au niveau de la ville**, pour les trois sites couverts par l'évaluation : **Bisnogo, Louda site (aussi appelé Bamogo) et Louda village.**

Tableau 1. Nombre d'IC enquêtés par site

	Nombre d'IC enquêtés
Bisnogo	5
Bamogo	5
Louda village	5

Tableau 2. Rôle des IC interrogés au sein de la communauté

	Nombre d'IC enquêtés
Membre du comité de gestion des sites	8
Représentant des PDI	2
Représentant de la communauté non déplacée	1
Gestionnaire du site	1
Leader communautaire	1
Habitant du site ou du secteur	1
Membre du comité de protection	1

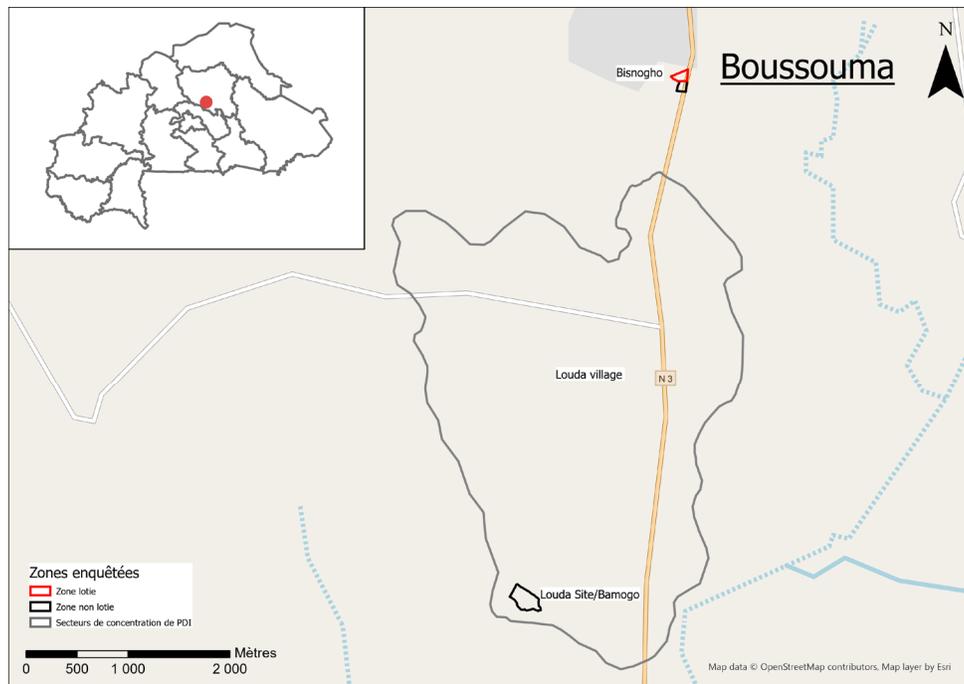
Sexe des IC enquêtés dans la ville de Boussouma

Homme 12/15 | Femme 3/15

Statut des IC enquêtés dans la ville de Boussouma

Déplacés internes 12/15 | Non déplacés 3/15

Carte 1. Couverture géographique de la collecte de données



1 REACH, *Suivi de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières*, 2019-2021

2 Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), *Situation des personnes déplacées internes dans les communes*, mars 2020

3 REACH, Note stratégique Module de coordination et de gestion des camps (CCCM), 2020



Typologie d'installation et peuplement des abris

La localité de Boussouma est située en **milieu rural** et fait partie de la commune de Boussouma, qui compte une population de 35 890 personnes⁴, et accueillerait 3 831 PDI⁵.

Principaux types d'installation de la majorité des PDI rapportés par les IC au niveau du centre urbain⁶

Groupé	11/15	
Dispersé	4/15	

Selon la majorité des IC, une partie de ces PDI est établie de façon **regroupée** dans la ville (11/15 IC), au sein de sites aménagés principalement. Il s'agit des sites de Bisnogo, Bamogo et de Louda village. Trois IC ont par ailleurs identifié des sites spontanés aux alentours des sites aménagés.

9 Nombre moyen de personnes vivant dans un même abri, selon les IC

Parmi les installations groupées, principaux types de groupements rapportés par les IC au niveau du centre urbain

Sites aménagés	8/11	
Sites spontanés	3/11	

D'autres PDI sont **dispersées** notamment en famille d'accueil ou chez des proches vivant dans la localité (5/15 IC). En particulier, les ménages PDI seraient intégrés au tissu urbain dans le site de Louda village, selon 4/5 des IC.

L'ensemble des IC ont par ailleurs rapporté que les ménages PDI vivaient majoritairement dans des **zones non loties**.



16% : pourcentage moyen de ménages partageant un abri avec un **ménage non déplacé** selon les IC



18% : pourcentage moyen de ménages partageant un abri avec un **ménage PDI** selon les IC



Nature et occupation des abris

Principaux types d'abris rapportés par les IC au niveau du centre urbain⁷

Abris d'urgence	15/15	
Abris de fortunes	8/15	
Maisons construites	8/15	
Constructions non destinées au logement	5/15	

Les IC ayant indiqué des ménages vivant dans des maisons construites se situent principalement à **Louda village** (5/8). La quasi-totalité des IC (7/8) ont indiqué qu'il s'agissait de **maisons en banco**. A Louda village, un IC a également indiqué des ménages vivant dans des **bâtiments inachevés**.

Principaux modes d'accès à la terre et au logement des ménages selon les IC

A LA TERRE

Prêt ou don de parcelle	12/15	
Accueil (parcelle d'un tiers)	3/15	

AU LOGEMENT

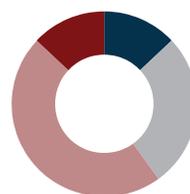
Prêt ou don de logement	12/15	
Accueil (famille d'accueil)	2/15	

Seul un IC a rapporté la présence de **ménages PDI vivant dans des abris en location** dans la ville de Boussouma, au niveau du

site de **Louda village**. Ces PDI doivent payer des loyers, dont les prix n'auraient **pas fluctué** au cours des six mois précédant la collecte de données selon l'IC. Cependant, les loyers n'incluaient pas les dépenses de type eau et électricité.

Par ailleurs, l'ensemble des IC ayant indiqué que des ménages sont accueillis sur des parcelles ont rapporté que la majorité de la population accueillie l'était **gratuitement** sur la parcelle.

Nombre d'IC rapportant la proportion de ménages disposant de suffisamment d'espace de couchage dans l'abri pour tous leurs membres



2/15	L'ensemble
4/15	50% ou plus
7/15	Moins de 50%
2/15	Aucun

L'espace dédié au couchage dans les abris semble particulièrement **manquer dans le site de Bisnogo**. En effet, 4/5 des IC ont indiqué que moins de 50% des ménages disposait de suffisamment d'espace, tandis qu'un IC a indiqué qu'aucun ménage n'avait suffisamment d'espace. A Louda village et Bamogo, la situation semble relativement moins critique, avec 3/5 des IC ayant respectivement indiqué que 50% ou plus des ménages disposaient de suffisamment d'espace de couchage.

⁴ Institut national de la statistique et de la démographie, *Cinquième recensement général de la population et de l'habitation du Burkina Faso*, septembre 2020

⁵ CONASUR, *Situation des personnes déplacées internes dans les communes*, avril 2020

⁶ Réponse à choix multiples

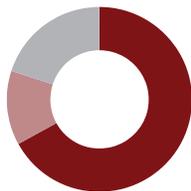
⁷ Réponse à choix multiples





Etat des abris

Nombre d'IC rapportant que la population de leur localité vivait dans des abris endommagés lors de la collecte de données



10/15	L'ensemble
2/15	50% ou plus
3/15	Moins de 50%
0/5	Aucun

La quasi-totalité des IC a rapporté qu'au moins la moitié de la population de la localité de Boussouma vivait dans des abris endommagés au moment de la collecte de données.

Par ailleurs, 12/15 IC ont rapporté que la majorité des abris de Boussouma avaient été endommagés au cours des trois mois précédant la collecte de données.

Principales causes des dégâts rapportées par les IC⁸

Vent	11/15	
Usure graduelle avec possibilité de réparation	8/15	
Termites	7/15	

Principaux dégâts matériels constatés par les IC au niveau des abris du centre urbain⁹

Ouvertures / fissures dans le toit	13/15	
Structure de l'abri endommagée	8/15	
Toit partiellement effondré	5/15	
Sol en sable	5/15	

Dans le **site de Bamogo**, 4/5 des IC ont indiqué comme principal dégât au niveau des abris des **toits partiellement effondrés**. A **Bisnogo et Bamogo**, respectivement 4/5 des IC ont indiqué que les **structures des abris étaient endommagées**.

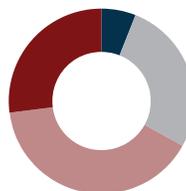
Enfin, 3/5 des IC ont rapporté des **ouvertures dans les murs** et 2/5 des IC ont relevé **l'absence de porte** au niveau des abris du **site de Louda village**.

Parmi les IC ayant indiqué des dégâts aux abris au cours des trois mois précédant la collecte de données, la majorité ont rapporté que moins de 50% des ménages avaient été en mesure de réparer ces dégâts. Le manque de moyens financiers pour acheter du matériel de réparation (11 IC) et pour faire appel à un professionnel (4 IC) était la principale cause des difficultés de réparation.

Principaux problèmes (hors dégâts matériels) rapportés par les IC au niveau des abris¹⁰

Manque d'espace fermé assez grand pour garantir l'intimité et la protection	14/15	
Abri non adapté au climat / dans une zone exposée à des risques	10/15	
Logement / environnement insalubre	4/15	

Nombre d'IC rapportant la proportion de ménages disposant de conditions d'intimité adéquates pour tous les membres dans l'abri



1/15	L'ensemble
4/15	50% ou plus
6/15	Moins de 50%
4/15	Aucun

L'accès des ménages à l'intimité pour l'ensemble de leurs membres semble particulièrement critique dans le site de Bamogo où 4/5 des IC ont indiqué qu'**aucun ménage** n'était concerné.



Environnement et accessibilité des abris

Nombre d'IC rapportant la proportion de ménages comptant des personnes à mobilité réduite avec des difficultés d'accès à l'abri ou aux infrastructures d'eau et d'assainissement de l'abri



7/15	L'ensemble
0/15	50% ou plus
6/15	Moins de 50%
2/15	Aucun

La présence de membres à mobilité réduite au sein des ménages rencontrant des difficultés d'accès à l'abri, à l'eau et à l'assainissement ne semble **pas faire consensus** parmi les IC.

Dans le site de Bisnogo, l'ensemble des IC a indiqué que les ménages vivaient en **zone inondable**. Parmi ces IC, trois ont indiqué que des mesures d'atténuation des risques avaient pu être mises en place, notamment via un **système de déviation de l'eau**.

Les IC de Louda village et Bamogo ont indiqué **ne pas être situés en zones inondables**.

Par ailleurs, au niveau du **site de Bamogo**, 3/5 des IC ont rapporté que les logements et l'environnement étaient **insalubres**. Dans le site de **Louda village**, 3/5 des IC ont rapporté un **manque d'accès aux services d'eau et d'assainissement**.

⁸ Réponse à choix multiples
⁹ Réponse à choix multiples

¹⁰ Réponse à choix multiples



Accès à la terre des PDI

Une minorité d'IC (6/15) a rapporté que la majorité des PDI **rencontrait des difficultés** pour accéder à la terre sur leur site.

Principales raisons rapportées par les IC pour expliquer les difficultés des PDI à accéder à la terre¹¹

Manque de moyens financiers	5/6	<div style="width: 83%;"></div>
Manque de confiance des propriétaires terriens	1/6	<div style="width: 17%;"></div>

Une majorité d'IC (8/15) a rapporté connaître des PDI exploitant des terres dans la localité, **hormis sur le site de Bisnogho**. Ces terres étaient principalement utilisées pour **l'habitat** et pour **l'exploitation agricole**.

Principal mode d'obtention des terres par les PDI rapporté par les IC

Don par des proches	5/8	<div style="width: 63%;"></div>
Prêt	3/8	<div style="width: 38%;"></div>
Achat	2/8	<div style="width: 25%;"></div>



Risques liés à l'accès au logement

Type d'accord locatif de la majorité des ménages, selon les IC

Accord formel	3/15	Accord informel	12/15
---------------	------	-----------------	-------

L'IC ayant indiqué la présence de PDI vivant dans des abris en location dans Louda village a rapporté que ces PDI **disposaient de baux formalisés**.

Une minorité d'IC (5/15) a rapporté des personnes en difficulté pour accéder au logement en raison d'un **manque de documents légaux** au cours des trois mois précédant la collecte de données, dont 4 IC de **Louda village**.

Deux IC de **Louda village** ont également rapporté des **évictions fréquentes** (plus d'une par mois) et un IC des évictions ponctuelles (moins d'une par mois). Dans les autres sites, les IC n'ont pas rapporté d'éviction.

Principales raisons rapportées par les IC pour expliquer les cas d'éviction¹²

Le propriétaire terrien est revenu et a réclamé l'abri	3/3	<div style="width: 100%;"></div>
Dispute avec la famille d'accueil	1/3	<div style="width: 33%;"></div>

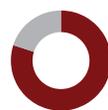


Conflits fonciers

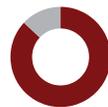
Aucun IC n'a rapporté de conflits fonciers au niveau des sites de la localité de Boussouma.



AME



12/15 des IC ont rapporté que la majorité des ménages de leur site n'était pas en mesure de couvrir ses besoins en articles de couchage, y compris en moustiquaires au cours des trois mois précédant la collecte de données



13/15 des IC ont rapporté que la majorité des ménages de leur site n'était pas en mesure de couvrir ses besoins en ustensiles de cuisine et en vaisselle au cours des trois mois précédant la collecte de données



7/15 des IC ont rapporté que la majorité des ménages de leur site n'était pas en mesure de couvrir ses besoins en éclairage au cours des trois mois précédant la collecte de données

En particulier, 4/5 des IC de **Louda village** ont rapporté des difficultés à combler les besoins en **éclairage**.

Principales raisons rapportées pour expliquer les difficultés de couverture des besoins en AME au cours des trois mois précédant la collecte de données

Manque de moyens financiers	10/15	<div style="width: 67%;"></div>
Difficulté de transport pour accéder aux marchés	4/15	<div style="width: 27%;"></div>

Les 4 IC ayant indiqué des **difficultés de transport** pour accéder aux marchés rapportaient au niveau du **site de Bamogo**.



Assistance

La majorité des IC (14/15) a rapporté que moins de la moitié des ménages avaient bénéficié d'une assistance humanitaire en abri et en LTB au cours des trois mois précédant la collecte de données. Les ménages assistés en abris auraient principalement bénéficié de constructions d'abris (4/5 IC).

L'assistance en LTB comprend notamment des aides financières pour le paiement des locations, des appuis pour l'obtention légale de terres ou de logement, ou encore la mise en place de structures ou de comités pour la gestion des conflits fonciers.

Enfin, la majorité des IC (13/15) a rapporté que moins de la moitié des ménages avaient bénéficié d'une assistance humanitaire en AME au cours des trois mois précédant la collecte de données. L'assistance semble avoir été principalement reçue au niveau des sites de Bisnogho et de Louda village.

¹¹ Réponse à choix multiples

¹² Réponse à choix multiples